

J'étais au Bataclan : la psy qui "aidait" les victimes était musulmane, le mot islam interdit

écrit par Louise Langlois | 13 novembre 2017

Bataclan, deux ans Déjà

En ce jour anniversaire, je prends la plume à la mémoire des victimes et des blessés des attentats du 13 novembre 2015 à Paris. Deux ans après ces tragiques événements, c'est une triste commémoration que nous célébrons ce jour, une tristesse qui se mêle à de la colère face au laxisme de nos dirigeants politiques qui n'ont pas pris les mesures qui s'imposaient pour répondre à ces actes terroristes.

Domiciliée pendant dix ans dans l'immeuble de l'administration du Bataclan, juste à côté de la salle de concerts, j'ai été confrontée à des personnes décédées le soir du 13 novembre 2015 et à de véritables scènes de chaos sur nos trottoirs. Les terroristes avaient garé leur voiture au pied de notre immeuble avant de tirer sur la foule à la terrasse du café du Bataclan et de s'engouffrer dans la salle de concerts armés de kalachnikovs.

Au lendemain de ce drame, nos espoirs se sont tournés vers la classe politique, espérant de la fermeté et un sursaut de nos élites qui ne sont jamais venus.

Des médias filtrant les témoignages

Notre première déception est apparue avec l'attitude des médias et des nombreux journalistes qui se pressaient devant le Bataclan. Seuls les passants et les voisins du quartier qui tenaient un discours politiquement corrects retenaient l'attention des journalistes. A l'inverse, tous les témoignages dénonçant le caractère islamique de cet attentat étaient rejetés par les médias, témoignages qui

provenaient pourtant de témoins directs du drame ou de proches de victimes. C'est à partir de ce moment que j'ai rendu mon poste de télévision, ne voulant plus payer une redevance audiovisuelle pour financer les mensonges et les manipulations médiatiques.

Des groupes de parole gérés par une psy musulmane

Au sein de notre association de victimes, nous étions réunis en groupes de parole pour évoquer nos traumatismes après les attentats. A notre grand étonnement, **la psychologue désignée par l'association pour animer ces groupes de parole était de confession musulmane et il fut impossible de prononcer le mot « islam » au cours de nos échanges**. Dans ces conditions, comment réparer un traumatisme s'il est interdit de nommer l'ennemi qui vous a meurtri et qui a tué vos amis ? Notre surprise fut également de taille lorsque **Mme Juliette Méadel, alors Secrétaire d'Etat chargée de l'aide aux victimes, donna des instructions aux associations de victimes afin que leurs membres ne votent pas pour Marine Le Pen lors des élections présidentielles de 2017**. De quel droit, le vote des victimes pouvait-il être confisqué de la sorte par une représentante de l'Etat, de surcroît chargée du suivi de nos dossiers, alors que nous souhaitions élire librement le meilleur candidat pour répondre à la barbarie islamique qui frappe notre pays ?

Et la mosquée Omar, à côté du Bataclan, toujours pas fermée

Concernant les mosquées, le gouvernement n'a pas tenu ses promesses et a refusé de fermer les mosquées salafistes sur tout le territoire. A titre d'exemple, nous pouvons citer la mosquée Omar située à une centaine de mètres du Bataclan et qui est un haut lieu de l'islam radical à Paris. De nombreux protagonistes des attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Casher ont fréquenté cette mosquée, notamment Farid Benyettou, le mentor des frères Kaouachi ainsi que des fidèles qui ont protégé la femme d'Amédée Coulibaly. Une filière djihadiste a été démantelée au sein de cette mosquée et plusieurs imams ont été condamnés pour prêches antisémites. Au lendemain de l'attentat du Bataclan, les responsables de la mosquée Omar se sont contentés d'afficher une grande banderole « *Pas en Mon Nom* » sur les murs du

lieu de culte et ils n'ont pas été inquiétés par le gouvernement. Des personnalités politiques comme François Vauglin, Maire du 11^{ème} arrondissement de Paris (arrondissement dans lequel est situé le Bataclan) se rend régulièrement à la mosquée Omar pour rencontrer l'imam et les fidèles à l'occasion de fêtes religieuses.

Depuis deux ans, ils n'ont rien fait, au contraire

L'attentat du Bataclan comme tous ceux qui frappent l'Europe n'ont pas permis de mettre un frein à l'islamisation de la France et de l'Europe. Qu'ont fait nos hommes politiques pour interdire le port du burkini au lendemain de l'attentat de Nice ? Qu'attend le Ministre de l'intérieur pour condamner les prières de rue et leurs paroles de haine envers les non musulmans ? Qu'attendent les préfets pour dénoncer les camps interdits d'accès aux blancs sur notre territoire ? En plein état d'urgence, quelles mesures ont été prises à l'égard des femmes musulmanes habillées en voile intégral et qui peuvent cacher des couteaux ou des ceintures d'explosifs sous leur tenue vestimentaire ? Enfin, pourquoi aucune mesure d'emprisonnement n'a été envisagée envers les membres de la filière « Artigat » en Ariège, une nébuleuse de terroristes dangereux dont faisaient partie Mohamed Mérah et le djihadiste Fabien Clain, celui qui depuis la Syrie, a revendiqué les attentats du Bataclan au nom de Daesh ?

Le pire ? Les djihadistes qui reviennent avec femmes et enfants...

Mais ce qui m'a conduit à écrire cet article, ce sont les dernières déclarations de nos dirigeants et de la presse sur le sort des djihadistes qui souhaitent revenir en France avec leurs femmes et leurs enfants. Au lieu de poser un principe d'interdiction pour le retour de ces combattants ou de les emprisonner pour intelligence avec l'ennemi, nos élites considèrent qu'il faut prévoir des mesures alternatives avec un traitement des dossiers au cas par cas. La France propose d'accueillir ces djihadistes avec des stages de déradicalisation pour permettre leur désembrigadement et leur réinsertion au sein de la société française. Le dispositif prévoit également l'aide d'associations en collaboration étroite et

quotidienne avec les services sociaux au profit des djihadistes et de leurs familles.

Doit-on rappeler que ces soldats de Daesh sont les commanditaires de l'attentat du Bataclan et qu'ils ont sur les mains le sang des 130 victimes du 13 novembre 2015 ?

La France va donc accueillir sur son territoire des ennemis de notre République, des assassins qui ont servi l'idéologie criminelle de l'Etat Islamique. Pour quelles raisons nos dirigeants n'ont-ils pas consulté préalablement les survivants et les proches des victimes des attentats avant de se prononcer sur le sort de ces djihadistes ?

Faudra t-il verser des allocations familiales à ces familles avec l'argent du contribuable français, notamment avec l'argent des proches des victimes du Bataclan qui payent leurs impôts comme chaque citoyen français ? Est-on réellement à l'abri d'un nouvel attentat sanglant par ces djihadistes de retour en France ? Autant de questions restées en suspens et pour lesquelles nos hommes politiques n'apportent aucune réponse. Ce qui est certain, c'est que chaque djihadiste qui foulera le sol français est une insulte à la mémoire des morts du Bataclan et de toutes les victimes des attentats islamiques commis en France.